UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

(UAC)

****

FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

(FASHS)

****

DEPARTEMENT DE PHILOSOPHIE

(DPH)

****

Mémoire de Licence

LA NOTION DE L'ENNEMI POLITIQUE DANS *GOUVERNER PAR LE CHAOS* DE LUCIEN CERISE

RÉALISÉ PAR :

Nathalie TCHANIGA

JURY

Présidente : Prof Ariane DJOSSOU SEGLA,
Maître de conférences

Rapporteur : Dr AKUESON Adolé Félicité,
Maitre-Assistant des Universités du CAMES

Examinateur :Dr ACCROMBESSI Mathieu.
Maitre-Assistant des Universités du CAMES.

SOUS LA DIRECTION DE:

Dr AKUESON Adolé Félicité,
Maitre-Assistant des Universités du CAMES.

Date : 18 Octobre 2023

Note : 16 / 20

Mention : Très Bien

ANNÉE ACADÉMIQUE: 2022-2023

A

Ma famille

A

Tous ceux qui de près ou de loin m’ont aidée dans la réalisation de ce mémoire!

REMERCIEMENTS

Tout au long de ce travail, il a fallu souvent faire preuve d'efforts et de résistance sans relâche face à certaines difficultés à surmonter bien que le travail ai toujours été très passionnant. Cette partie pourtant, paradoxalement, paraît difficile tant les personnes auxquelles je souhaite exprimer ma reconnaissance sont innombrables. Cependant, ne pouvant pas dresser la liste exhaustive de tout le monde, dans la crainte d'en oublier, je tiens à remercier, avant tout, ma directrice de mémoire Madame Félicité A. AKUESON qui a su bien diriger la réalisation de ce mémoire ; que Dieu la comble de toute grâce. Mes remerciements vont à l'endroit de tous les enseignants de philosophie, de tous mes camarades d'amphi pour les aides, travaux de groupe et révisions organisés, notamment: SOSSOU Jacques, HABGLE Émile, TCHEGNON Espoir et bien d'autres. Je remercie également: Monsieur AHOLOUKPE Sinel, Monsieur ADOMAI Maurice Ayiton et Monsieur AVALIGBE Rocky pour leur bienveillance, toute ma famille (tantes et oncles, cousins et cousines, nièces et neveux), et mon aîné DOHOUMBIDJI Théophile pour son aide. Dans la même optique je remercie mes sœurs qui ont su me comprendre et accompagner dans toute sorte de décisions et m'ont conseillé, notamment OBOSSA Lydie et OBOSSA Thérèse, mon compagnon KEMONNOUN Aimé qui a été là pour m'aider.

Je ne peux finir sans remercier mes parents :

- Papa TCHANIGA Justin et Papa TCHANIGA Antoine qui m'ont soutenu de près et de loin ;
- Maman AFFOGNON Jeanne qui s'est toujours battue pour moi et continue toujours de le faire jusqu'à aujourd'hui.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS iii

SOMMAIRE iv

RÉSUME v

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I: LUCIEN CERISE ET LA NOTION D'ENNEMI POLITIQUE .. 3

1-1- Bref aperçu sur la vie et l'ouvrage de Lucien Cerise 3

1-2- La notion d'ennemi politique 4

CHAPITRE II : LA CONCEPTION DE LUCIEN CERISE DE L'ENNEMI POLITIQUE DANS *GOUVERNER PAR LE CHAOS* 10

2-1- Comment se faire des ennemis politiques ? 10

2-2- L'ingénierie sociale et politique 14

CHAPITRE III : ÉVALUATIONS CRITIQUES ET PERSPECTIVES DE LA NOTION D'ENNEMI POLITIQUE 23

3-1- Les mérites de l'auteur 23

3-2- Perspectives critiques 29

CONCLUSION 36

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 38

RÉSUME

Comme le suggère le titre de son ouvrage, Lucien Cerise s'attache à déchiffrer le comportement politique des hommes et à comprendre ce qui est en jeu sous l'expression ennemi politique. Un terme pris ici dans un sens très large, englobant la recherche rationnelle de ce qui est bon pour l'homme vivant au sein d'une communauté, tant sur le plan individuel que collectif. Par rapport à son activité pratique, la politique est en effet définie par Cerise comme la plus haute de toutes les disciplines, car elle est susceptible de diriger la connaissance de tous les gouvernés, la fin en vue de laquelle s'exercent toutes les activités humaines. Elle a pour but d'établir le bien de tous au moyen de la justice, c'est-à-dire l'intérêt général. Mais dans l'ouvrage *Gouverner par le chaos*, cette politique vise une gouvernance qui laisse le peuple dans un impératif d'être toujours gouverné.

Mots clés : Ennemi, politique, ingénierie, gouvernance, État, société.

ABSTRACT

As the title of his book suggests, Lucien Cerise seeks to decipher the political behavior of men and to understand what is at stake under the expression political enemy. A term taken here in a very broad sense, encompassing the rational search for what is good for the man living within a community, both individually and collectively. In relation to its practical activity, politics is indeed defined by Cerise as the highest of all disciplines, because it is capable of directing the knowledge of the all the governed, the end in view of which all activities are carried out human. Its purpose is to establish the good of all by means of justice, that is to say the general interest. But in the book *Governing by chaos*, this policy aims at a governance that leaves the people in an imperative to always be governed.

Keywords: Enemy, politics, engineering, governance, state, society.

INTRODUCTION

Dans un contexte où les actes de terrorisme éclatent dans le monde, la formule indiquant la « nécessité de nommer l'ennemi » a été reprise avec insistance. Cette réclamation indique qu'un problème d'identification est apparu avec plusieurs changements dans les types de guerres rendant cette nomination de l'ennemi complexe ou moins évidente du fait des modes opératoires terroristes mais également, de part l'horizon plus ou moins pacifiste. De la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, la plus sacrée des droits et le plus indispensable des devoirs. »[1] je comprends non seulement que l'insurrection du peuple est interdite et que le respect de ses droits et devoirs doit être priorités et amélioration. Le monde étant changeant, semble s'orienter vers le chaos le plus complet et pourtant, au-dessus ce chaos, une oligarchie semble plus stable que jamais, intouchable et inébranlable. Elle ne gouverne pas par la force des armes, mais pourtant son pouvoir est réel. Aux défilés militaires et à la répression ouverte des dictatures du passé, elle s'impose doucement, via des techniques plus subtiles, liées à l'ingénierie sociale, la nouvelle façon de gouverner. Pour comprendre les dessous de cette politique et de ce nouveau pouvoir, l'écrivain Lucien Cerise, romancier et essayiste, nous explique ce qu'est l'ingénierie sociale. Dans son œuvre intitulée *Gouverner par le chaos*, Lucien Cerise a également choisi de dénoncer ce fait de violations des droits et devoirs de l'homme et du citoyen qui consiste à contraindre ce dernier pour ses décisions et choix par toute voix légale ou illégale possible. En clair il s'agit de la façon dont des portions de peuple sont accusées par la politique sans preuves solides, mais quand même condamnées ou maltraitées pour faire peur à celle restante. Et à ce niveau, on détient deux camps d'ennemis : ceux qui sont avec le pouvoir en

[1] *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.*

place (la police, les autorités politiques et juridiques) et ceux qui sont contre le pouvoir en place c'est-à-dire la population. Comment cela est-il possible ? C'est l'étude approfondie de cette notion dans *Gouverner par le chaos* qui orientera mes recherches. En réalité, Lucien cerise nous exprime seulement son désaccord en ce genre de gouvernance. Pour bien examiner le sujet, j'ai élaboré une série de questions qui constituent le fil conducteur de mon travail. Que pense Lucien cerise de l'ennemi politique ? Comment se faire des ennemis en politique ? Quelles sont les méthodes utilisées par l'État pour martyriser la population ? En quoi consiste l'ingénierie sociale et politique ? Et comment combattre ce fléau qui viole les droits et devoirs de l'homme et du citoyen ? Mon travail de recherche sera une analyse qui se fera sur trois chapitres. Le premier chapitre sera une brève présentation de Lucien cerise et de la notion de l'ennemi politique. Le deuxième chapitre sera une analyse de la conception de Lucien Cerise sur l'ennemi politique dans son ouvrage *Gouverner par le chaos*. Enfin le troisième chapitre sera une évaluation de la pensée critique et des perspectives sur la portée philosophique de la notion de l'ennemi politique.

CHAPITRE I: LUCIEN CERISE ET LA NOTION D'ENNEMI POLITIQUE

Par son titre, ce premier chapitre de mon analyse semble clairement informer sur son contenu. Il office d'un bref aperçu de Lucien Cerise et d'un aperçu sur sa pensée à travers *Gouverner par le chaos*, l'ouvrage qui fait l'objet d'étude dans ce travail de recherche. De même, pour rendre accessible le sujet en étude, ce premier chapitre comportera une partie de clarification conceptuelle.

1-1- Bref aperçu sur la vie et l'ouvrage de Lucien Cerise

Le chaos spécialement défini comme le désordre social, économique, et l'état d'agitation et d'anarchie n'est plus l'ennemi des classes dirigeantes. Mais il est devenu la stratégie privilégiée du Système. C'est la thèse développée par Lucien Cerise, essayiste et philosophe auteur remarqué d'un essai, *Gouverner par le chaos*, qui décrit l'orchestration rationnelle et méthodique de cette guerre de tous contre tous.

1-1-1- Bref aperçu sur la vie de l'auteur

Lucien Cerise, de son vrai nom Lucas Degryse, de nationalité française, né en 1972, est un essayiste et conférencier français. Il a une formation en sciences humaines et sociales, avec une spécialisation dans le langage et l'épistémologie. Il est également Doctorant en Philosophie. Il a publié plusieurs articles dans la revue de philosophie ‘’Le Philosophoire’’. Il a aussi réalisé un entretien avec le philosophe Jean Baudrillard. Il commence le militantisme politique lors du référendum de 2005 pour une Constitution européenne et ses livres sont vendus sur Kontre Kulture. Il est spécialiste en ingénierie social qui est un thème crucial pour saisir ce que nous vivons aujourd'hui. Il finit l'ouvrage *gouverner par le chaos* en ces mot : « plus que jamais à ceux et celles qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire avec notre affection : « créer, c'est résister.

Résister c'est créer »[2] Il a beaucoup milité contre le mouvement EuroMaïdan et il accompagne Alain Soral et Dieudonné lors de leur voyage en Corée du Nord. De septembre 2018 à avril 2019, il participa au cycle de formations E&R en donnant des cours de sciences humaines et sociales.

1-1-2- Résumé de l'œuvre *Gouverner par le chaos*

L'œuvre *Gouverner par le chaos* de Lucien Cerise est un essai politique court et compact qui présente une vulgarisation des mécanismes d'ingénierie sociale telle qu'elle est de plus en plus pratiquée par nos gouvernants à l'aide des médias, de Big Data, de Big Tech, de Big Money et autres Big Pharma. Ils sont largement dépassés dans la mesure où Big Brother espionnait le peuple, imposait sa volonté en s'exhibant. Aujourd'hui, les vrais détenteurs du pouvoir savent tout sur nous mais restent cachés dans les coulisses, laissant le soin à leurs pantins, hommes politiques et autres, de demeurer ténors de la scène. Si on y ajoute une connaissance fine des comportements et tendances de la masse par le biais de la technologie, des réseaux sociaux et autres moyens de traçage, on obtient une sorte de pouvoir absolu reposant sur le mensonge, les psyops, les fake-news et autres opérations sous faux drapeaux. Un ouvrage intéressant, un brin technique, qui insiste un peu trop sur l'affaire de Tarnac, du groupe de Julien Coupat et qui aurait pu présenter plus de développement à l'aide d'autres exemples de manipulation.

1-2- La notion d'ennemi politique

Le terme ''ennemi'' du dictionnaire latin (inimicus). Un ennemi est un individu ou un groupe d'individus qui est considéré comme agressif ou menaçant. Le concept d'ennemi est « fondamental pour les individus et les communautés »[3]. Le terme « ennemi » sert la fonction sociale en désignant une

---

[2] *Lucien Cerise, Gouverner par le chaos, ingénierie sociale et mondialisation, Paris, Max Milo, 2010, p.90.*

[3] *Mortimer Ostow, Spirit, Mind, & Brain: A Psychoanalytic Examination of Spirituality and Religion, 2007, p. 73.*

entité particulière comme une menace, invoquant ainsi une réponse émotionnelle intense à cette entité[4]. L'état d'être ou d'avoir un ennemi est l'inimitié ou l'hostilité.

1-2-1- Qu'est-ce que le concept d'ennemi ?

Le terme ‘’ennemi’’ est dérivé du latin *inimicus*[5] et a pour sens "mauvais ami". « Ennemi » est un mot fort, et « les émotions associées à l'ennemi comprennent la colère, la haine, la frustration, l'envie, la jalousie, la peur, la méfiance et peut-être le respect à contrecœur »[6]. Entant que concept politique, un ennemi est susceptible de rencontrer la haine, la violence, la bataille et la guerre. Le contraire d'un ennemi est un ami ou un allié, autrement dit, le terme « ennemi » est un peu belliqueux et militariste à utiliser dans une société polie et les substituts informels sont plus souvent utilisés. Les termes substitués deviennent souvent péjoratifs dans le contexte où ils sont utilisés. Dans tous les cas, le terme « ennemi » existe uniquement pour désigner le statut d'un groupe particulier de personnes comme une menace, et pour propager cette désignation dans le contexte local. Les termes substitués pour un ennemi vont souvent plus loin pour identifier de manière significative un groupe connu entant qu'ennemi et pour encadrer péjorativement cette identification. Un gouvernement peut chercher à représenter une personne ou un groupe comme une menace pour le bien public en désignant cette personne ou ce groupe comme étant un ennemi public.

Comme concept, le terme ennemi décrire des phénomènes impersonnels : les maladies, et d'autres. En théologie, « l'ennemi » est généralement réservé pour

---

[4] *Martha L. Cottam, Beth Dietz-Uhler, Elena Mastors, Introduction to Political Psychology, Amazonas, Paris, 2009, p. 54.*

[5] *Robert Greene, The 33 Strategies of War, Profile Books, 2010, p. 496.*

[6] *L.M MORFAUX, Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines, Paris, Armand Colin, 1996, p. 235.*

représenter une divinité maléfique : le diable ou le démon. Par exemple, « dans les premières légendes iroquoises, le Soleil et la Lune, en tant que dieu et déesse du Jour et de la Nuit, avaient déjà acquis les caractères de grand ami et ennemi de l'homme, les divinités du Bien et du Mal »[7]. Inversement, certaines religions décrivent un Dieu monothéiste comme un ennemi ; c'est le cas dans 1 Samuel 28:16, l'esprit de Samuel dit à un Saul désobéissant : « Et pourquoi m'interroges-tu, alors que le Seigneur s'est écarté de toi et qu'il est devenu ton adversaire ? »[8]

L'« ennemi », en tant qu'objet de la colère ou de la répulsion sociale, a toujours été utilisé comme outil de propagande prototypique pour concentrer la peur et l'anxiété dans une société vers une cible particulière. La cible est souvent générale, comme avec un groupe ethnique ou une race de personnes, ou elle peut aussi être une cible conceptuelle, comme avec une idéologie qui caractérise un groupe particulier. Dans certain cas, le concept de l'ennemi s'est transformé en considérant que les revendications raciales et ethniques à l'appui d'un appel à la guerre peuvent, par la suite, avoir évolué vers des revendications idéologiques et conceptuelles.

Pendant la guerre froide[9], les termes « communistes » ou « rouges » étaient considérés par beaucoup dans la société américaine comme signifiant « l'ennemi » et le sens des deux termes pouvait être extrêmement péjoratif, selon le contexte politique, l'humeur ou l'état de peur et d'agitation dans la société à l'époque.

Généralement, le contrepoint à un ennemi est un ami ou un allié, bien que le terme ''ennemi'' (frenemy) ait été inventé pour capturer le sens d'une relation dans laquelle les parties sont alliées à certaines fins et en désaccord à d'autres fins. Divers régimes juridiques et théologiques existent régissant le traitement

[7] Le Soleil et la Lune, dans *La Mythologie Nordique* de Irana-Maria Manea, Trad par Babeth Etiève-Cartwight, publié le 05 janvier 2022.
[8] 1Samuel 28:16
[9] La guerre froide désigne la période d'une forte tension géo-politique durant la second moitier du xx^{è} siècle (1946-1991)

des ennemis. Beaucoup de religions ont des préceptes favorisant le pardon et la réconciliation avec les ennemis. La Jewish Encyclopedia stipule que « la haine de l'ennemi est une impulsion naturelle des peuples primitifs »[10], alors que, « la volonté de pardonner à un ennemi est une marque de développement moral avancé. Il soutient que l'enseignement de la Bible, du Talmud et d'autres écrits « éduque graduellement les gens vers la dernière étape, déclarant que les indications dans la Bible d'un esprit de haine et de vengeance envers l'ennemi sont pour la plupart des expressions purement nationalistes - la haine de l'ennemi national est tout à fait compatible avec un esprit par ailleurs bienveillant.

Alors quelle est la différence entre ennemi et adversaire ? Adversaire et ennemi désigne des personnes de parti différent et d'intérêt opposés entré en compétition ou en conflit ; les ennemis sont opposés sur le plan des personnes et cherchent à se faire du tort ; les adversaires, opposés sur le plan des intérêts et des actions, ne vise qu'à remporter l'avantage.

1-2-2- Le concept politique

Du grec ‘’*polis’’*, cité, la politique au sens ordinaire et philosophique est « l'art de gouverner la cité, de diriger l'État ». Dans ce cas le mot est au féminin. En sociologie le mot politique s'emploie au masculin et désigne, l'ensemble des institutions, distingué d'autres aspects de la réalité sociale, en particulier de la sphère économique (le marxisme emploiera en ce sens souvent *le politique)*.[11] Le lexique des termes juridiques définit le terme politique comme étant une science du gouvernement des États. C'est une manière de gouverner, par exemple : politique libérale, autoritaire, réactionnaire... C'est aussi un ensemble des affaires publiques (exemple : politique intérieure, politique extérieure...).[12]

---

[10] Kaufmann Kohler, David Philipson, « *Treatment of an Enemy* », *Jewish Encyclopedia*, 1906. p. 63.
[11] Laurence Hansen-Love, *La philosophie de A à Z*, Hater, Paris, 2011, p. 357.
[12] Guillien R. et Vincent J., *Lexique des termes juridiques*, Paris, 14ème éd. Dalloz, 2003, p. 442. [11] Marx WEBER *Le savant et la politique*, Ed. UGE, Paris, 1998, p.101.

La politique porte sur les actions, l'équilibre, le développement interne ou externe de la société, ses rapports internes et ses rapports à d'autres ensembles. La politique est donc principalement ce qui a trait au collectif, à une somme d'individualités ou de multiplicités. Dans la pratique de la politique, il est vrai que la connaissance scientifique de l'administration de la société, la connaissance juridique de la loi, etc… comptent pour arriver à bien œuvrer. Mais on peut bien être doté de toutes ces capacités, lorsqu'on n'a pas de pouvoir pour l'exercer et tout cela est sans intérêt. L'essentiel en tout est de détenir l'imperium du pouvoir politique. Pour le philosophe Max WEBER dans le *savant et le politique* : « Nous entendrons par politique l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même Etat ».

En effet, la politique au sens plus large, celui de civilité ou Politikos, désigne ce qui est relatif à l'organisation ou à l'autogestion d'une cité (en grec : polis, en latin : civitas) ou d'un État et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée. En général, la politique d'une communauté, d'une société, d'un groupe social, au sens de ‘’Politeia’’, se conforme à une constitution rédigée par ses fondateurs qui définit sa structure et son fonctionnement (méthodique, théorique et pratique). Dans une acception plus restrictive, la politique au sens de Politikè ou d'art politique, se réfère à la pratique du pouvoir, soit donc aux luttes de pouvoir et de représentativité entre des hommes et femmes de pouvoir, et aux différents partis politiques auxquels ils peuvent appartenir, tout comme à la gestion de ce même pouvoir.

Reprenant l'une des définitions du dictionnaire selon laquelle le pouvoir c'est la « puissance » ou « l'autorité », je rappelle que comme tel, ce fait est considéré par tous comme l'un des trois éléments constitutifs ou l'une des trois conditions d'existence de l'État outre le territoire et la population. Mais plus que les deux autres, les publicistes y voient la genèse de la manifestation de tout

État. À ce sujet, l'affirmation de Marcel Prélot est intéressante lorsqu'il dit que « la primauté du pouvoir, dans la formation de l'État, se retrouve dans tout le cours de son existence. Élément formateur, le pouvoir est aussi le facteur permanent de cohésion de la société politique, puisque celle-ci est une association obligatoire pour ses membres, qui lui appartiennent d'ordinaire, non par adhésion, mais par situation »[13]: « la puissance, c'est le pouvoir de commander de telle sorte que l'on soit obéi » [14]ce n'est pas le droit ni la possibilité de commander, c'est simplement le phénomène qu'exprime l'exécution de l'ordre donné. Dire autrement: « quels que soient les motifs de l'obéissance, qu'elle soit provoquée par la crainte d'une sanction ou par l'adhésion à la substance du commandement, elle implique la puissance de celui qui l'obtient »[15]. L'avantage d'une telle assertion est de fournir un élément d'appréciation et de vérification théorique et plus tard empirique. Supposons qu'à l'entendement de tous, il y ait d'État sans puissance ou pouvoir, entendu comme « capacité » de commander et de se faire « obéir » sur tout son territoire et par tous. Dans ce cas, il devra s'en suivre que la collectivité sociale où ce phénomène se morcelle et s'effrite au point que se forment les îlots de « sujétion - obéissance » perdent sans polémique son essence étatique. On pourrait même remarqué que : « le seul moyen que j'ai pour éviter que l'autre me traite comme un moyen, comme une simple chose, c'est de rendre mon comportement imprévisible, c'est-à-dire d'exécuter du pouvoir »[16]. Autrement dit, il y a une équivalence entre imprévisibilité et pouvoir. En réalité, chacun cherche à enfermer l'autre dans un raisonnement prévisible tout en gardant la liberté de son comportement. Ces enjeux de pouvoir politique s'inscrivent dans une lutte des classes sociales.

---

[13] Prélot. M., *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, Paris, P.U.F, 1969, p. 12.
Burdeau, George, *L'État*, Paris, Point Essais, 2009, p. 99.
[14] Idem.
[15] Idem.
[16] Crozier Michel et Freiberg Erhard, *L'Acteur et le Système*, Paris, Edition du Seuil, 1977, pp. 105. [17]
Ibid. p. 171.

CHAPITRE II : LA CONCEPTION DE LUCIEN CERISE DE L'ENNEMI POLITIQUE DANS *GOUVERNER PAR LE CHAOS*

Le chaos n'est plus l'ennemi des classes dirigeantes. Il est devenu la stratégie privilégiée du système politique. C'est la thèse développée par Lucien Cerise, essayiste venu de l'extrême gauche et auteur remarqué d'un essai, *gouverner par le chaos,* qui décrit l'orchestration rationnelle et méthodique de cette guerre de tous contre tous.

2-1- Comment se faire des ennemis politiques ?

Le concept de l'ennemi est couvert dans le champ des études lorsque le champ d'étude semble s'orienter sur les notions de la paix, de la politique, de la gouvernance au sein des États. Dans les études sur la paix, les ennemis sont les entités qui sont perçues comme frustrant ou empêchant la réalisation d'un objectif. L'ennemi peut même ne pas savoir qu'il est considéré comme tel, puisque le concept est unilatéral. Comment se faire des ennemis en politique face à la quête du pouvoir ? Pour sa part, Lucien Cerise pense que : « *Le chaos est l'ennemi de l'ordre* »[17]. Même si en réalité aujourd'hui le chaos est l'instrument de l'ordre.

2-1-1- Les méthodes et techniques utilisées

Les techniques se subdivisent en deux phases : « dures » et « douces ». Mais elles procèdent toutes d'un tronc commun : la psychologie du conditionnement, qui s'est affinée avec le temps se tendant vers les techniques de suggestion subliminale et d'influence comportementale comme le « coup de pouce ». Dans le management, on parle de conduite du changement, ou changement dirigé, qui est une méthode douce consistant à s'imprégner de la culture d'une entreprise pour la modéliser et dégager ainsi son cœur identitaire par métaphore et la modifier ensuite par petites touches insensibles. Par transfert

[17] Lucien Cerise, *Gouverner par le chaos, Ingénierie social et mondialisation,* Paris, Max Milo, 2010, p. 5. [19] *Idem*.

de compétences, on peut faire la même chose avec n'importe quelle culture ou identité. D'autres techniques plus brutales existent aussi, comme le Mind Control, qui procède par le choc et le traumatisme, mais cela réclame un dispositif assez lourd que seules des institutions richement dotées peuvent se le permettre. Certaines notions sont transversales aux techniques dures et douces, et déclinées de diverses façons, tels que les couples : stimulus/réponse et récompense/punition.

Les techniques douces intéressent davantage Cerise car l'on peut les pratiquer au quotidien sur son entourage. Globalement, on discerne deux grandes étapes. La première consiste à prendre le contrôle du champ de l'attention du sujet cible ; Son champ attentionnel de conscience lucide comme le font les mentalistes et prestidigitateurs, pour exploiter ses angles morts et ses failles, contourner sa vigilance, passer sous le radar de son système de sécurité de sorte à pouvoir réécrire le logiciel de ce sujet sans même qu'il en soit conscient. Le premier moment méthodologique doit s'assurer de rester furtif, inaperçu, par simulation du naturel et hameçonnage. C'est-à-dire une promesse de récompense qui permet d'abuser de la confiance d'autrui en usurpant soit l'identité de la victime : « Je suis incapable de faire du mal », soit du sauveur, « J'ai la solution à votre problème », application stratégique du fameux triangle de Karpman. Pour asseoir son emprise, le pouvoir s'appuie presque toujours sur le mensonge et les boucs émissaires puisque cela est à son actif. Dans cette même optique lorsqu'on a gagné la confiance du sujet cible ou au moins qu'on n'éveille pas sa méfiance et qu'il nous ouvre sa porte, la deuxième étape est la réécriture du programme comportemental du sujet cible pour réveiller la méfiance entre lui et un autre sujet cible afin de provoquer à terme un conflit triangulé.

En claire, Lucien Cerise l'explique plus en ces mots : « Le pompier pyromane est le nom de l'une de ces méthodes de marketing politique, qui consiste, par exemple, à créer en amont de l'insécurité pour créer en aval une

‘’demande’’ de sécurité et y répondre par une ‘’offre’’ »[18]. Ceci suppose de calculer le choc en retour pour ne pas être impacté soi-même par le conflit que l’on orchestre pour les autres et entre les autres. En effet, l’ingénierie sociale doit permettre d’augmenter la zone d’incertitude d’autrui pour diminuer la mienne, principe du double standard selon lequel ce qui vaut pour vous, ouverture et instabilité ne vaut pas pour moi car je conserve le droit de me fermer et de rester stable. C’est à cela que sert l’idée de « société ouverte », véritable virus mental formulé par Karl Marx, qui permet de culpabiliser les autres de rester fermés, de sorte à les pousser à s’ouvrir, tout en restant soi-même fermé mais en bénéficiant de l’image généreuse de celui qui appelle à l’ouverture[19].

2-1-2- L’utilisation de l’autorité du pouvoir

Du latin ‘’Autoritas’’, l’autorité est la capacité d’exercer un pouvoir et de le faire respecter par autrui (autorité parentale, autorité publique). L’autorité est la caractéristique d’une personne ou d’une institution possédant un certain ascendant sur les individus.[20]

Pour Max Weber le concept de pouvoir politique est extraordinairement vaste et embrasse toutes les espèces d'activités. Mieux il dit, de la politique : la devise d'une banque, de la politique d'escompte de la Reichsbank, de la politique d'un syndicat au cours d'une grève, de la politique scolaire d'une commune urbaine, de la politique d'un comité qui dirige une association. Et finalement de la politique d'une femme habile qui cherche à gouverner son mari. Mais il précise, nous entendons uniquement par politique la direction du groupement politique que nous appelons aujourd'hui « État » ou l'influence que l'on exerce sur cette direction. Plus loin il ajoute: « nous entendons par politique l'ensemble

[18] Ibid., p. 5.
[19] Jacqueline Russ, *Mémo Références, Philosophie, Les auteurs, les œuvres*, Paris, Bordas, 2003, p. 351.
[20] Laurence Hansen-Love, *La philosophie de A à Z*, Paris, Hatier, 2011, p. 46. [26]
Weber, Marx., *h* in Leclercq, C. et Chalvidan, P.H., op cit, p 26.

des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un État ». La conception de Max Weber enrichit celle communément connue depuis Aristote, définissant la politique comme l'art de gérer la citée.[21]Chercher à savoir clairement ce qu'est le pouvoir politique n'est donc pas seulement le souci et l'affaire des spécialistes, philosophes, sociologues ou « politicologues » ; c'est aussi, pour tout citoyen qui s'intéresse quelque peu à la politique, le moyen de mieux comprendre ce qu'il vit et ce qu'il fait. Car il ne s'agit pas seulement de l'objet de la science politique, il s'agit surtout de l'enjeu de l'action politique.

L'obstacle majeur de ce processus est le niveau de santé de l'entité. Synonyme en politique de son niveau d'autonomie et de souveraineté, qui résiste naturellement à cette tentative de reconfiguration par une prise de contrôle extérieure, Cette « OPA hostile»[22], ressentie comme une aliénation et une transgression de son intégrité. La violence des chocs infligés sera à la mesure du niveau de santé et de souveraineté de l'entité, son niveau de résistance.

Le pouvoir politique est aussi appelé pouvoir public ou pouvoir civil. Il est organisé différemment d'après certains constitutionnalistes. Selon Ntumba Luaba, le pouvoir public est organisé en pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Cette séparation des pouvoirs peut être soit fonctionnelle, quand elle répond au principe de division du travail, soit organique, lorsqu'elle consiste à confier ces différentes fonctions à des organes distincts et spécialisés.[23]

Le pouvoir législatif ou le parlement est l'ensemble des institutions de la démocratie représentative au sein desquelles les représentants parlent au nom des citoyens qui les ont désignés pour représenter et défendre leur opinion.

[21] Jacqueline Russ, *Mémo Références, Philosophie, Les auteurs, Les œuvres*, Paris, Bordas, 2003, p. 41.
[22] Ibid. p. 22.

[23] Ntumba-Luaba, *Droit constitutionnel général, Kinshasa*, éditions Universitaires d'Afrique, 2005, p. 289.

L'autorité du parlement vis-à-vis de l'exécutif découle d'une part de la procédure de désignation de ses membres et d'autre part de leur statut. Le parlement dispose essentiellement de trois prérogatives : le pouvoir législatif ou normatif, le pouvoir budgétaire et le pouvoir de contrôle de l'activité gouvernementale.

Le pouvoir exécutif ou le gouvernement a pour fonction d'exécuter strictement les lois et transmettre des ordres nécessaires pour que les lois soient exécutées. Le pouvoir exécutif peut se présenter sous diverses formes, classées de plusieurs manières. M. Duverger en distingue quatre : l'exécutif monocratique, collégial, directorial et exécutif dualiste.[24]

Le pouvoir judiciaire est l'ensemble des organes chargés d'assurer le respect du droit et de sanctionner, le cas échéant, les violations de la légalité. L'affirmation de l'État de droit et, en particulier, la soumission des gouvernements au droit, un des socles de la démocratie, revêtent une portée plus ou moins variable en fonction de la nature et de l'autorité du pouvoir judiciaire. L'indépendance du corps judiciaire dépend d'un régime à l'autre.[32]

2-2- L'ingénierie sociale et politique

À partir du XXème siècle, la politique s'est orientée et s'est concentrée sur des questions purement techniques d'ingénierie des comportements et d'optimisation de la gestion des groupes. Ces pratiques regroupent et appliquent différentes sciences dites de gestion tels : le marketing, la cybernétique, le management, le storytelling. Leur usage sur une population reconfigure les individus dans le sens d'une standardisation afin de prévoir leur comportement et d'opérer une prise de contrôle sans que ces derniers en aient conscience.

[24] Duverger M. cité par Ntumba-Luaba, *op. cit.*, p. 307. [32]
Ntumba-Luaba, *op. cit*.,, p. 319.

2-2-1- Théorie de l'ingénierie sociopolitique

L'ingénierie sociale ou l'art de piloter la société, a été théorisée par le logisticien Otto Neurath (1882-1945), surnommé le « technicien de la société ».

Connue sous la déclinaison de la théorie du nudge, l'ingénierie sociale est l'ensemble des moyens de communication mis en œuvre pour conditionner le comportement d'une population, en vue de la faire agir dans le sens de son intérêt et dans le sens de l'intérêt général.[25].

Otto Neurath analyse les multiples concordances et transferts d'idées, comme « l'impératif de scientificité (qui les autorise à « dire-vrai ») et l'impératif de rationalité auquel ils se soumettent tous (avec l'injonction permanente d'une rationalisation et la référence universelle au taylorisme). Il devient aussi possible de reconstruire et de comparer les discours qu'ils produisent à propos de l'ordre social (avec les notions d'ordre, de société civile, de population, d'opinion publique et l'invention de la sociologie) et de dévoiler l'imaginaire de la modernité qui préside à leurs plans (qui suppose un autre rapport au temps et à la maîtrise possible de l'avenir, mais aussi une nouvelle conception de l'action sociale individuelle) »[34]. L'un des moyens privilégiés de l'ingénierie sociale est « l'affirmation de l'objectivité et la clarté didactique de la méthode qui visent à produire l'internalisation et l'appropriation du message par le récepteur et à remporter ainsi son adhésion. »[26]. Bref, plus le message est simple, plus il est censé emporter l'adhésion.

Ces orientations des messages doivent forger ou inverser les opinions publiques en vue d'une pleine adhésion. Il s'agit d'aboutir à une évaluation auto-disciplinaire de la société à grande échelle. Cela s'est manifesté de manière

[25] Nepthys Zwer, « De la durabilité des courts de tennis… » L'ingénierie sociale d'Otto Neurath (1882-1945) ou l'art de piloter la société, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°48-1, 2016, p. 143-158 [34] Op.cit. p. 160.

[26] Nepthys Zwer, « De la durabilité des courts de tennis… » L'ingénierie sociale d'Otto Neurath (1882-1945) ou l'art de piloter la société, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°48-1, 2016, p.162.

iconique dans la première guerre mondiale. La première guerre mondiale a été préparée par une ingénierie sociale de grande ampleur : l'exaltation du patriotisme avant et pendant la guerre, et dans la guerre et les hiérarchies sociales quadrillées par des «marches» sociales selon les grades militaires. Le pacifisme était donc l'opinion à renverser. La traçabilité des personnes est une réalité : vidéosurveillance, portables (téléphones et ordinateurs), cartes de fidélité, cartes à puces, contrôle Internet (du contenu des e-mails pour Gmail), instituts d'éveille informatique. Toutes nos activités sont identifiées et alimentent des bases de données dans lesquelles nous sommes fichés. La collecte de ces informations poursuit un but : le remodelage de notre pensée et de nos comportements.

En effet, l'ingénierie sociale est née de la professionnalisation du social. Dans le secteur social, les usagers vivent dans un contexte socioéconomique et environnemental de plus en plus complexe. Par ailleurs, la réponse sociale aux problèmes actuels de la société demande une compréhension de plus en plus large d'un problème : public cible, politique, environnement, économie, budget, législation, réseaux et partenariats, évaluation, cohérence... Aussi, l'ingénierie sociale désire appréhender la complexité du social pour en permettre des changements positifs sociétaux. L'ingénierie sociale est ainsi également, une discipline des sciences sociales qui fait référence aux efforts visant à influencer des attitudes et des comportements sociaux particuliers à grande échelle. Que ce soit par les gouvernements, les médias ou des groupes privés afin de produire les caractéristiques souhaitées dans une population cible. « Du général au particulier, l'état des lieux semble devoir commencer par le constat suivant : dans le contexte des sociétés de masse, la politique est toujours plus ou moins une activité de contrôle social exercé par des minorités dominantes sur des

majorités dominées »[27]. Elle peut également être comprise philosophiquement comme un phénomène déterministe où les intentions et les objectifs des architectes de la nouvelle construction sociale sont réalisés. Les ingénieurs sociaux utilisent la méthode scientifique pour analyser et comprendre les systèmes sociaux afin de concevoir les méthodes appropriées pour obtenir les résultats souhaités chez les sujets de sociétés humaines.

Selon Lucien Cerise, l'ingénierie sociale est le nom donné au XXe siècle à une approche interventionniste et mécaniste des phénomènes sociaux. Il s'agit de travailler à transformer la société comme s'il s'agissait d'un bâtiment, d'une architecture, en faisant de la « démolition contrôlée ». Par exemple, l'usage d'une forme de « chaos contrôlé » pour provoquer des changements qui, sinon, ils ne se produiraient pas d'eux-mêmes. La différence avec la politique, qui travaille également à changer la société, réside dans le fait qu'on ne s'adresse pas à un ensemble de sujets en essayant de les convaincre par de beaux discours. Mais qu'on traite cet ensemble de sujets comme un gros objet à reformater, d'où une tendance forte à la chosification et à la réification. Autrement dit, « la politique comme ingénierie sociale consiste alors à bâtir et entretenir un système inégalitaire où les uns voient sans être vus, et où les autres sont vus sans voir. »[37]. Le milieu du piratage informatique s'est également approprié la notion en ajoutant la composante de furtivité et de contournement des dispositifs de sécurité. Pour lui, arrivant après les autres, il propose la définition suivante : l'ingénierie sociale est la transformation furtive et méthodique des sujets sociaux (individus ou groupes).

2-2-2- Politique, massification et mondialisation

D'une part, la massification est l'adaptation d'un phénomène à la masse, au grand nombre par suppression des caractères qu'il présentait : la massification

[27] Lucien Cerise, *Gouverner par le chaos, Ingénierie social et mondialisation*, Paris, Max Milo, 2010, p.13 [37] Idem.

de la politique, de la société, de la culture. Selon Lucien Cerise, « *la définition d'une stratégie de défense pertinente suppose de bien connaitre son ennemi pour en découvrir les points forts, à contourner, et les points de vulnérabilité, à attaquer.* »[28]. À cette fin, il faut reprendre à notre compte les théories de « gestion de risques »[29], dont l'application permet de déceler les faiblesses ainsi que les saillances de tout système. Et pour commencer, il faut décrire le théâtre des opérations, le plus précisément possible, avant d'agir.

Lucien Cerise précise à cet effet que :

> *« La politique, en tant qu'ingénierie sociale, gestion des masses humaines, réduction de l'incertitude du comportement des populations, s'appuie donc tout d'abord sur une phase descriptive, constituée de travaux de modélisation de ces comportements populaires afin d'en définir les structures générales et les constantes. Ces travaux de modélisation mettent à jour les programmes, routines, conditionnements psychiques et algorithmes comportementaux auxquels obéissent les groupes humains.* »[30].

Et il faut noter que la nature de ce contrôle social des masses, depuis longtemps synonyme de la pratique politique concrète, a néanmoins subi de profondes mutations au fil du temps, notamment au XXe siècle. Autrement dit, la politique était jadis l'art de réguler les contradictions d'un groupe par inculcation chez ses membres d'une loi commune, une grammaire sociale structurante et permettant l'échange au-delà des désaccords, cette «politique est devenue aujourd'hui l'art d'automatiser les comportements sans discussion »[42].

Alors, si le sujet humain est bien un sujet parlant comme l'indique la psychanalyse, un être de Verbe, de Parole, de dialectique, de polémique, on peut dire que ces nouveaux instruments de pratique sociale permettent de faire tout

[28] Ibid. p. 7.
[29] *Idem.*
[30] Ibid. p. 15. [42]
Ibid. p. 8.

simplement l'économie de la subjectivité et de réduire un groupe de sujet à un ensemble d'objet[31].

D'autre part, en géographie, la mondialisation se définit comme l'ensemble des processus (économiques, sociaux, culturels, technologiques, institutionnels) qui contribuent à une mise en relation des sociétés et des individus du monde entier. C'est un processus progressif d'intensification des échanges et des flux entre les différentes parties du monde. Les tentatives de définition de la mondialisation semblent souvent n'être rien d'autre que des appropriations idéologiques, des discussions non pas du processus lui-même mais de ses effets, qu'ils soient bons ou mauvais – autrement dit, il s'agit là de jugements foncièrement totalisants. Quant aux descriptions qui identifient la mondialisation à ses fonctions, elles tendent à isoler certains éléments particuliers sans les relier les uns aux autres. Il serait peut-être donc plus productif de combiner toutes ces descriptions et de dresser un inventaire de leurs ambiguïtés. On parlerait ainsi au moins autant d'angoisses et de fantasmes que du phénomène en question. Dans ce qui suit, et avec l'intention de démontrer leur cohérence et de proposer une stratégie politique de résistance, j'explorerai ces cinq niveaux distincts de la mondialisation que sont le technologique, le politique, le culturel, l'économique et le social respectivement.

Je peux, par exemple, parler de la mondialisation en des termes purement technologiques et me concentrer sur la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication. De telles innovations ne se cantonnent évidemment pas au niveau de la communication au sens strict, elles ont également un impact sur la production et l'organisation industrielles, ainsi que sur la commercialisation des marchandises. La plupart des commentateurs semblent considérer que cette dimension-là de la mondialisation est irréversible :

[31] Ibid. p. 9.

une stratégie politique luddite serait donc exclue[32]. Mais le thème de la technologie fait ressurgir une importante préoccupation, qui revient systématiquement dans n'importe quelle discussion sur la mondialisation : cette dernière est-elle vraiment inévitable ? Peut-on arrêter, détourner ou inverser son développement ? Des régions, voire des continents entiers, pourraient-ils en repousser les forces, faire sécession ou s'en « déconnecter » ?

Lorsqu'on parle de la mondialisation au niveau politique, il y a une question en particulier qui prédomine, celle de l'État-nation. Appartient-il désormais au passé, ou a-t-il encore un rôle décisif à jouer ? Et si l'idée de sa disparition est naïve, alors comment peut-on penser la mondialisation ? Peut-être faudrait-il la comprendre comme une simple pression parmi d'autres sur les gouvernements nationaux ? Dans cette optique, Lucien Cerise laisse entendre que: « Profondément travaillé pour ce fantasme d'ubiquité sécuritaire, le pouvoir politique se limite aujourd'hui à l'application du principe de précaution et à une recherche effrénée de réduction de l'incertitude et du risque zéro »[33]. Car lorsque nous parlons du pouvoir et de l'influence grandissants de la mondialisation, ne parlons-nous pas, en réalité, de la puissance économique et militaire grandissante des États-Unis ? Et lorsque nous parlons de l'affaiblissement de l'État-nation, ne décrivons-nous pas, en réalité, la subordination des autres États-nations à la puissance américaine, que ce soit par consentement et collaboration ou par l'utilisation de la force brute et des menaces économiques ? À ces questions, Cerise répond : la culture de l'inégalité ne concerne pas que seulement le domaine économique.[34] Derrière les angoisses que je viens d'évoquer, on découvre une nouvelle manifestation de ce que l'on appelait l'impérialisme, dont on peut rapidement retracer l'histoire à travers la succession

[32] Fredric Jameson, *Le Postmodernisme ou la Logique culturelle du capitalisme tardif*, ENS des Beaux-Arts, 2007, p. 25.
[33] Ibid. p. 11.
[34] Ibid. p. 13.

de ses différentes métamorphoses. On en trouve une version plus ancienne dans l'ordre colonial d'avant 1914, que défendaient un certain nombre de pays européens, les États-Unis et le Japon. Après la seconde guerre mondiale et la vague de décolonisation qui s'en est suivie, la guerre froide donna naissance à une nouvelle forme d'impérialisme. Moins évidente mais tout aussi insidieuse dans son usage des pressions et du chantage économiques (pensons aux fameux « conseillers » américains ou aux coups d'État camouflés au Guatemala ou en Iran), qui sont désormais essentiellement le fait des États-Unis, mais impliquent toujours quelques puissances européennes.

En effet, il faut noter que toute politique culturelle se trouve nécessairement confrontée à l'alternative rhétorique entre une fierté présomptueuse qui affirme la force du groupe culturel d'une part, et un rabaissement stratégique s'appuyant sur des raisons politiques d'autre part. Cerise renchérit cette pensée en disant : « Et quand il s'applique à l'humain, cet interventionnisme configurateur pirate se donne généralement pour but de reconfigurer le donné humain dans le sens d'une réduction de l'incertitude liée au comportement de ce donné humain, individuel ou groupal »[35]. En effet, une telle politique peut mettre en avant le courage des subalternes en s'appuyant sur des figures héroïques – femmes fortes, héros noirs, résistance des colonisés chère à Fanon. Autrement dit, afin de galvaniser le public en question ; ou elle peut, au contraire, insister sur les difficultés auxquelles le groupe fait face, l'oppression des femmes, des noirs, ou des colonisés. Cette peinture de la souffrance peut être nécessaire pour provoquer l'indignation, mieux faire connaître la situation des opprimés, voire rallier certaines fractions de la classe dominante à leur cause. Mais le risque auquel on s'expose alors, c'est que plus on insiste sur la misère et l'impuissance, plus les dominés en viennent à apparaître comme des victimes faibles et passives. Peu résistants, les portraits

[35] Ibid. p. 15.

qui en sont faits devenant insultants et finissant même, par asservir celles et ceux qu'ils dépeignent. Ces deux stratégies de représentation sont nécessaires à tout art politique, mais elles sont irréconciliables. Peut-être correspondent-elles à différents moments historiques dans la lutte contre l'oppression, ainsi qu'à une évolution des opportunités locales et des besoins représentationnels. Mais il est impossible de résoudre cette antinomie du politiquement correct à moins d'aborder le problème d'un point de vue politique et stratégique.

CHAPITRE III : ÉVALUATIONS CRITIQUES ET PERSPECTIVES DE LA NOTION D'ENNEMI POLITIQUE

3-1- Les mérites de l'auteur

Je peux affirmer que Cerise à travers son ouvrage *gouverner parle chaos* nous permet de comprendre la pédagogie d'une gouvernance de force. il nous dicte également de mieux cerner les raisons chaotiques d'un peuple opprimé par son propre Etat. Comme le dit Nicolas Boileau « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire viennent aisément ». Il semblerait que ce soit un collectif gravitant autour du fameux groupe dit de Tarnac qui est à l'origine de cet ouvrage.

3-1-1- L'ingénierie sociale positive

Dans un entretien publié initialement dans la revue *Éléments* n°153 (octobre-décembre 2014)**,** Lucien Cerise nous parle d'une nouvelle forme d'ingénierie sociale ; mais celle-ci est positive. Mieux, il stipule: « Je cogite en ce moment sur une ingénierie sociale positive, pour la distinguer d'une ingénierie négative »[36]. En termes de systémique, c'est le combat de l'homéostasie contre le déséquilibre. Si les maîtres-mots de l'ingénierie sociale négative sont désordre, anomie, entropie, déstabilisation et production de chaos contrôlé, alors ceux de l'ingénierie sociale positive seront ordre, régulation, néguentropie et stabilité. La néguentropie en politique, l'ingénierie sociale positive, se résume en deux mots : « prendre soin ». Ici, nous nous inspirons de la théorie du *Care,* encore appelé en anglais « to *take care* » et fondée par Carol Gilligan.

En effet, tout est là en politique, dans le « prendre soin », notamment du pays où l'on vit, ce qui s'appelle aussi du nationalisme, du souverainisme, du patriotisme. De fait, l'individu est une abstraction sur le plan politique; seuls

[36] *Entretien publié initialement dans la revue Éléments n°153 (octobre-décembre 2014).*

les collectifs, les réseaux, les organisations peuvent quelque chose. L'individu n'existe que dans des relations, des liens. L'ingénierie négative est un travail entropique du lien social pour le dissoudre. L'ingénierie sociale positive est un travail néguentropique du lien social pour le coaguler. Ainsi, on pourrait se demander : quelle est la bonne échelle de coagulation du lien social ? Sans aucun doute, celle de l'État-nation, qui est aujourd'hui la forme optimale de l'organisation collective anticapitaliste.

3-2-1- La primauté du capitalisme dans la société contemporaine

Pour gouverner par le chaos, l'ennemi politique n'est plus ni la source principale ni forcement le point de départ. Ils partent également du capitalisme en oubliant l'idée du bien commun en valorisant l'idée de propriété privée en avance. Alors dans ce cas ils ne parlent plus de l'intérêt général mais de celui particulier.

En effet, le capitalisme d'aujourd'hui n'a plus guère à avoir avec celui des années antérieures. Dire autrement, l'élément le plus marquant est la montée en puissance des marchés financiers. Les actionnaires retrouvent un pouvoir longtemps délaissé et, au nom de la gouvernance de l'entreprise, ils savent faire pression pour rentabiliser au mieux et au plus vite leurs investissements financiers. Les effets de ce nouveau capitalisme patrimonial ne sont pas toujours des plus heureux. La remise en cause des règles qui structurent les relations sociales dans l'entreprise, la déstabilisation des marchés du travail et la réduction drastique des effectifs employés sont autant de prix à payer depuis les années 1980, en raison de l'action de raiders pressés de créer de la plus-value par le simple jeu boursier. Avec les années 1990, le changement se précipita à nouveau. La décennie enregistre une extraordinaire explosion des opérations de fusions-acquisitions. Au nom de la chasse aux coûts, la concentration financière, le retour sur le cœur de métier, et la rationalisation des fonctions et des emplois deviennent les normes dominantes.

Si les bases financières du capitalisme sont ainsi bousculées, ses structures organisationnelles ne le sont pas moins. Comme le suggèrent Luc Boltanski et Eve Chiapello dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* (1999), le capitalisme d'aujourd'hui fonctionne à l'aide de deux ingrédients originaux. Les réseaux d'abord. La sous-traitance, les alliances stratégiques, les coopérations en étoile…, voilà autant de formes contemporaines d'un capitalisme qui donne la prime aux travailleurs mobiles, capables de se mouvoir d'un univers à l'autre et fortement dotés en capital social. À en juger par la rhétorique managériale dominante, *Le nouvel Esprit du capitalisme* en appelle par ailleurs à la responsabilité morale.

Grâce à sa réactivité et à ses capacités d'innovation, l'entreprise modèle doit non seulement être performante sur le plan économique, mais elle doit aussi faire montrer de responsabilité civique, respecter son environnement, agir en faveur des droits de l'homme, etc... Les salariés n'échappent pas à l'injonction éthique.

Par un nouveau tour dont l'histoire a les secrets, le capitalisme d'aujourd'hui a su digérer la critique sociale des années 1960 et la transformer en recette de management. Les salariés sont désormais sommés de marier au mieux responsabilité, autonomie et implication subjective. En fait, il y a loin souvent entre ces critères du désirable et des conditions de travail marquées par de nouvelles pathologies telles que le stress, l'épuisement ou le harcèlement.

Si un nouvel esprit informe le capitalisme contemporain, celui-ci n'est pas pour autant homogène. A cet effet, Jean Monnet, un des pères fondateurs de l'Union européenne dira: « Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise »[37]. Cela pourrait servir de maxime à tous les ingénieurs sociaux. Une conduite du changement bien menée consiste ainsi en trois étapes : fluidifier les structures « gelées » du groupe par l'injection de facteurs de troubles et d'éléments perturbateurs aboutissant à une

[37] Ibid. p. 27.

crise - c'est l'étape de la création du problème, la destruction d'un pays à l'autre, les visages concrets du capitalisme demeurent fort variés. Les typologies sont aujourd'hui légion. Peter Hall et David Soskice (V*arieties of Capitalism, 2001*)[38], pour ne citer qu'eux, recensent deux modèles qui bornent un large spectre sur lequel s'ordonnent toutes les variétés de capitalisme contemporain. À un extrême se situent les économies libérales de marché au sein desquelles la compétition marchande et la hiérarchie organisationnelle assurent la coordination entre acteurs économiques (les États-Unis par exemple). À un autre, on trouve des économies dont la dynamique repose davantage sur une logique de l'interaction (liens contractuels, fonctionnement en réseaux, etc...) au service d'un investissement conjoint dans les machines et dans les hommes (l'Allemagne typiquement).

La globalisation ajoute encore une autre forme de complexité, loin d'unifier l'ensemble de la planète dans un vaste marché homogène. Elle favorise l'arrivée de nouveaux venus dans le jeu capitaliste (la Chine par exemple) et elle brouille les frontières anciennes. Les modèles de capitalisme nationaux s'accommodent ainsi de régulations de plus en plus diversifiées, qui engagent des formes de coopération et de production spécifiques aux échelles les plus variées (districts locaux, espaces régionaux aux frontières transnationales, réseaux mondiaux…).

Pour la plupart des économistes orthodoxes, le capitalisme est une économie de marché. Par exemple, Samuelson en donne la définition suivante : « système économique dans lequel la plupart des biens (terre et capital) relèvent de la propriété privée. Dans une telle économie, les marchés privés sont les moyens essentiels d'allocation des ressources et de création des revenus »[39]. En régime de concurrence, le marché est le meilleur facteur d'allocation des

[38] Peter Hall et David Soskice, V*arieties of Capitalism*, Kingdom, Oxford University, 2001, p.307.
[39] Samuelson Nordhaus, *Économie expérimentale et comportements*, Paris, Revue Française, 2000, p. 738

ressources ; il est le plus efficace des systèmes économiques. Pour V. Pareto (1896), il permet d'atteindre l'optimum de bien-être pour la collectivité. Alors que, pour G. Hardin (qui était biologiste), il sauve l'humanité de la tragédie des communs. « Chaque nouvelle clôture des communaux implique une atteinte à la liberté personnelle de quelqu'un. Les atteintes faites dans le passé éloigné sont acceptées parce qu'aucun contemporain ne se plaint d'une perte. Ce sont les atteintes nouvellement proposées auxquelles nous nous opposons vigoureusement ; les cris de "droits" et de "liberté" emplissent les airs. Mais que signifie "liberté" ? Quand les hommes ont mutuellement consenti à passer des lois contre le vol, l'humanité est devenue plus libre, pas moins. Les individus enfermés dans la logique des communaux ne sont libres que d'apporter la ruine universelle […] »[40] Cette thèse sur les biens communs est aujourd'hui contestée par E. Ostrom (1990), mais bien d'autres économistes formulent des réserves quant aux vertus du capitalisme même s'ils défendent l'efficacité de ce système.

Pourquoi cette primauté du capitalisme dans la société contemporaine?

« Produire, répartir, dépenser… ». Ces trois fonctions de base existent dans toute société. Cela ne signifie pas, bien sûr, que toutes ces économies soient identiques. L'économie tribale, l'économie féodale ou l'économie capitaliste n'ont pas grand-chose en commun : ni les moyens de production (avec quoi produire ?), ni les structures économiques (que produire ?), ni les « règles du jeu » (qui décide, et pour qui produit-on ?) ne sont analogues. En d'autres termes, dans les sociétés humaines, les systèmes économiques diffèrent : la façon d'organiser la production, la répartition et la dépense varie d'une société à l'autre. Dans le langage marxiste, plutôt que de système économique, on préfère parler de mode de production, pour bien marquer que la façon d'organiser la production détermine tout le reste. Mais, pour l'essentiel, cela revient au même.

[40] Garrett Hardin, *Sciences,* Paris, Journal 3AS, 1968, p. 95

Dans les sociétés contemporaines, il existait dans un passé récent, deux grands systèmes économiques qui se faisaient concurrence : capitalisme et socialisme.

Du coup, le capitalisme engendre lentement une société de marché, ce qui provoque une crise économique, une crise politique et une crise écologique qui s'entrelacent étroitement. Cet entrelacement menace la survie même de nos sociétés démocratiques. « Au stade avancé de la production de masse, une société produit sa propre destruction. La nature est dénaturée. L'homme déraciné, castré dans sa créativité et verrouillé dans sa capsule individuelle […]. Et cela n'est plus supportable […] la dégradation de la nature, la destruction des liens sociaux, la désintégration de l'homme ne pourront jamais servir le peuple »[41] Heureusement, face à ces multiples impasses, la société civile n'est pas restée inactive. De nombreuses initiatives citoyennes visent à apporter des réponses concrètes aux maux engendrés par ce système, c'est ce que je nomme « initiatives solidaires ». En effet, ces dernières sont des expérimentations citoyennes, démocratiques, non lucratives qui visent le lien plutôt que le bien. Elles prennent des formes juridiques (associations, coopératives, mutuelles, etc.), mais se développent aussi dans des collectifs informels (mouvements, coordinations, zadisme, etc...). Elles se regroupent principalement dans l'économie solidaire, mais on les trouve aussi dans des initiatives se revendiquant de la décroissance, des communs, de la solidarité internationale… Ce sont toutes des critiques en actes du capitalisme. Il s'agit d'un militantisme politique opposé au libéralisme et à ses variantes (néo-libéralisme et ordo-libéralisme). De pratiques économiques démocratiques alternatives à l'économie capitaliste et d'utopies offrent un nouvel horizon symbolique pour une société réflexive.

[41] Ivan Illich, *Haroer and Row*, Moline, Monoskop.org, 1973, p. 11.

3-2- Perspectives critiques

Bien que ce livre apporte plus de connaissances sur comment devenir maître du monde en centralisant sur l'ordre et le pouvoir autour d'une minorité et en semant le désordre dans le peuple, il possède des points de mal compréhension conceptuelles et analytiques. Sa compréhension n'est pas ambigüe mais elle est de manière à associer d'autres ouvrages et auteurs d'une vision philosophique commune que diverse. Dans cette section, j'analyserai les paramètres de l'enjeu philosophique de Lucien Cerise au sujet de l'ennemi politique et en particulier de comment gouverner par le chaos, ses origines et ses maux afin de parler des perspectives avec d'autres auteurs.

3-2-1- La Coopération comme action d'élimination de l'ennemi

Le Projet-ingénierie activé dans la conception pour passer de l'existant au contenu sous-tend un autre sujet qui, certes, n'apparaît pas de manière flagrante sur ce modèle, mais dont la prégnance pèse lourd dans toute projection collective. Il s'agit de la problématique de l'action collective à travers la coopération et la divergence des intérêts.

En effet, un groupe, une équipe ou une organisation a à la base, au moins, l'agrégation d'individus comme dénominateur commun. Certes, chaque individu peut entreprendre la réalisation de son propre projet. Mais étant par nature limité, nul ne peut se suffire à lui seul. Alors, là où la capacité individuelle s'arrête, commence la coopération. Quand la coopération permanente et durable s'avère impérative, la naissance d'une organisation n'est pas très loin. Cela revient à dire que chaque complexification de l'activité, en fonction des ressources individuelles, du degré d'outillage, de connaissances et de moyens économiques, pousse à la coopération. Vraisemblablement, peu de domaines d'activités humaines échappent à la possibilité voire à la nécessité, à un moment donné, à l'unification des ressources et des actions finalisées. L'éthologie fournit

aussi une infinité d'illustrations qui étayent cette thèse chez tous les animaux grégaires. Pour autant il ne s'agit en rien d'un automatisme qui ne pose pas de difficulté.

La coopération peut se définir comme étant le processus d'actions collectives par lequel des sujets œuvrent ensemble pour le(s) même(s) objectif(s), au-delà des limites de la possibilité de l'action individuelle, dans la réalisation d'un besoin. C'est cette coopération que J.-L. Soubie, F. Burato et C. Chabaud expriment, à partir d'une synthèse pluridisciplinaire par « une activité coordonnée visant à atteindre un objectif commun aux agents coopérants et pour laquelle le coût spécifique de la coordination est inférieur au bénéfice de celle-ci dans la poursuite de l'objectif »[42]. Personne, par exemple, n'aurait jamais pu élaborer seul ces centaines de pages du projet de gouvernement d'une nation tant l'ampleur de la tâche est grande sur le plan politique. La coopération, dont la mise en œuvre lui confère un caractère processuel, implique une relative dépendance et une complémentarité entre les participants. Elle peut être volontaire, spontanée, consentie ou négociée (Boyer et Orléan, 1997). Notons que bien qu'il n'y ait qu'une modalité de définition qui soit présentée ici, la littérature sur la coopération connaît autant de variété que de modalités. Toutefois, il est possible de considérer l'existence de deux grandes formes significatives :

- La Coopération dite "autonome" est née pour s'achever avec le début et la fin de la production commune d'une valeur. Pour ce faire, les acteurs s'agrègent autour d'un projet en développant un référentiel commun.

[42] Gérard Koenig, *Management stratégique. Projets, interactions & contextes*, Paris, Dunod, 2004, p. 2. [55] Idem.

- La Coopération comme moyen stratégique pour le contrôle de sa zone d'incertitude en vue de l'accession à des ressources par des négociations et des échanges.

3-2-2- Les types de rationalités et la divergence des intérêts

Discuter des notions de projet en oubliant la stratégie, et vice-versa, équivaudrait à décoller du tarmac dans le cockpit d'un monomoteur sans plan de vol et radio de bord puisque « la stratégie, si elle est faite de projets, ne se réalise que dans le cours d'une coexistence dynamique avec d'Autres qui sont toujours à la fois des adversaires-partenaires »[43]. « Le dialogue stratégique est à la fois orbi et urbi. D'un côté il se joue avec les acteurs extérieurs à l'entreprise, de l'autre il met aux prises les membres de l'organisation. »[44] Ce "dialogue" qui met aux prises les membres de l'organisation a été étudié de manière complémentaire par M. Weber. Il a planté le décor, et par le duo M. Crozier et E. Friedberg qui ont mis en évidence les mécanismes des jeux de pouvoir, conséquence de la divergence des intérêts et, par conséquent, de confrontations de différentes rationalités.

Dans cette optique, je distingue quatre types de rationalité humaine : rationalité traditionnelle, rationalité affective, rationalité axiologique et la rationalité téléologique. De cette rationalisation de l'action humaine, Cerise théorise l'existence des règles rationnellement établies pour accéder au pouvoir. D'où, la nécessité de la bureaucratie pour l'administration de masse. Ce que le structuro-fonctionnaliste R. K. Merton a étudié dans un sens inverse pour constater que « plus les bureaucraties concrètes se rapprochent de l'idéaltype wébérien (règles abstraites, hiérarchie fonctionnelle, impersonnalité de la relation d'autorité, etc...), plus des conséquences non prévues, sous la forme de

[43] Gérard Koenig, Management stratégique. Projet, interactions & contextes, Paris, Dunod, 2004, P.2.
[44] *Idem.*

dysfonctions, de routines, paralysent l'activité de l'organisation »[45]. La bureaucratie pure engendre donc des effets pervers contreproductifs allant jusqu'à développer une "personnalité bureaucratique".

Toutefois, rien ne prouve que la manifestation de la personnalité bureaucratique soit pour autant systématique et de même ampleur partout. De plus, la bureaucratie peut concerner toute organisation. Autrement dit, elle n'est pas automatiquement greffée sur une organisation de type administratif même si l'on y rencontre quelquefois des caricatures. L'intérêt de ces notions (bureaucratie, personnalité bureaucratique) est qu'elles plantent le décor pouvant servir de champ d'interaction entre des acteurs aux intérêts diversifiés.

J. March et H. A. Simon, après avoir analysé les différentes théories de l'organisation, considèrent que « seule une théorie partant de l'hypothèse que les membres des organisations opèrent des choix et prennent des décisions permet de renouveler l'analyse des organisations »[46]. Par la suite, la notion de rationalité limitée va inspirer M. Crozier et E. Friedberg pour théoriser sur l'analyse stratégique à partir d'observations empiriques. Cette démarche a permis de mettre en évidence les relations de pouvoir qui se trament dans une organisation marquée par une forte division du travail. Une grande importance accordée aux règles, un strict respect des ordres hiérarchiques ainsi qu'une véritable compartimentation des métiers qui ne se croisent qu'autour des points d'intersection que nous pouvons appeler processus-nœuds. Dans ce cas l'enjeu se trouve dans les relations de pouvoir où l'objectif est de chercher, en permanence, à maîtriser le maximum de zones d'incertitude des autres acteurs tout en réduisant la sienne. Ce qui ne favorise pas la coopération. De ce fait le vrai pouvoir ne se calque pas du tout sur l'organigramme. L'expertise, l'appartenance

[45] Claudette Lafaye, *Sociologie des organisations*, Paris, Nathan, 1996, p.17.
[46] Claudette Lafaye (1996), op. cit., p.37.

à un corps de métier, les affinités personnelles et la capacité à fomenter des petits complots discrets mais paralysants pour ses partenaires-adversaires en se servant au mieux des règles institutionnelles qui sont autant de sources de pouvoir pour le contrôle des jeux. Le sociogramme l'emporte sur l'organigramme. « Analyser une relation de pouvoir exige donc toujours la réponse à deux séries de questions [...] les ressources dont chaque partenaire dispose...la pertinence de ces ressources...les enjeux de la relation et... les contraintes structurelles dans lesquelles elle s'inscrit ? »[47]. De là, C. Lafaye qualifie le pouvoir de relation déséquilibrée impliquant l'échange et la négociation. M. Crozier et E. Friedberg, quant à eux, formulent la notion de « système d'action concret » pouvant se définir comme « le jeu à la fois structuré et mouvant des relations de pouvoir qui s'établissent dans les rapports sociaux»[48].

Les deux auteurs aboutissent à la conclusion selon laquelle « Le fonctionnement des organisations formelles n'obéit que partiellement à leurs caractéristiques formalisées et les contextes d'actions plus diffus sont plus structurés qu'il n'y parait ». D'où l'ambition que s'est donnée l'analyse stratégique de comprendre l'action collective au sens large. Or, P. Roggero[49] a démontré de façon claire et plutôt convaincante la compatibilité entre le système d'action concrète et le paradigme de complexité. D'où l'imminence de la place que nous accordons à ces deux orientations dans une discussion sur la coopération d'un collectif hétérogène.

Dans une relation de coopération visant un objectif commun, lorsque les limites individuelles nécessitent la mise en commun des compétences, cohabitent deux tendances antagonistes et complémentaires à la fois. D'un côté,

[47] Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p. 73-74.
[48] Claudette Lafaye (1996), op. cit. p. 49.
[49] Pascal Roggero, "*La complexité sociologique : éléments pour une lecture complexe du système d'action concret*", in http : //w3.univ-tlse1.fr/LEREPS/publi/teleload/Roggero%202000-4.pdf.

la convergence des acteurs engagés et motivés par la réussite d'une collaboration à travers des actions et apprentissages collectifs et de l'autre, chacun des membres de ce collectif qui porte à satisfaire en lui ses propres intérêts. Les deux orientations ne vont pas dans le même sens au premier abord, mais à y regarder de près, elles peuvent s'alimenter pour aboutir à favoriser la dynamique collective en même temps que la satisfaction individuelle. L'attention doit donc être attirée par le dosage entre ces orientations. Pour motiver une équipe, il faut que les acteurs y trouvent leur compte. Considérations humaines, matérielles ou/et symboliques contre engagement peuvent résumer schématiquement l'équation à résoudre par l'ingénieur de l'action collective. Certes les contrats, les multiples règles formelles ou émergentes, et les relations interpersonnelles participent à la coordination. Mais sans une motivation suffisante, nul projet innovant ne pourra voir le jour et se mettre en œuvre jusqu'au terme de son cycle de vie. La motivation peut d'ailleurs être, entre autres, un fort sentiment d'appartenance communautaire, un fort degré de certitude d'avoir suffisamment de moyens au service du projet dans lequel on s'engage, ou de confiance en la faisabilité de l'action. Ce qui permet, en terme d'économie de moyens, d'évaluer la rentabilité escomptée de l'énergie (temps, forces, sacrifices divers) dépensée individuellement comme collectivement. L'individuel et le collectif ne sont pas, par conséquent, à s’opposer mais plutôt à se tenir la main dans la main puisque sur une échelle plus large que le groupe, c'est l'ensemble des individus qui forment une société, qui humanise chaque personne. Alors plutôt que de se focaliser continuellement sur ce qui oppose ou désagrège, pourquoi ne pas problématiser autour de ce qui permet de fédérer ?

E. Durkheim dans *Le suicide* et M. Weber dans *Sociologie de la religion* ont exprimé chacun à leur manière l'existence d'une dichotomie dans le lien social.

Ce que R. Boudon et F. Bourricaud formulent par le paradigme holiste, qui appréhende la société comme une totalité, et le paradigme individualiste comme un ensemble d'individus autonomes.

CONCLUSION

En somme, c'est à cause des nombreuses interprétations possibles que le mot chaos est devenu un synonyme de projet tant flou qu'irréalisable. Mais le plus fascinant dans ce livre, c'est la gouvernance par le chaos dont parle Cerise dans son œuvre. Au terme de mon analyse autour du thème: l'ennemi politique dans *Gouverner par le chaos* de Lucien Cerise, il faut retenir que le chaos n'est plus l'ennemi des classes dirigeantes. Le chaos est devenu la stratégie privilégiée du système. Le chaos est aujourd'hui un système d'actualité. Car, il n'est pas du tout étonnant de parler du combat politique.

En effet, certains auteurs évolutionnistes ont souligné clairement le caractère aussi belliqueux de la vie humaine dans sa dimension sociale. De même que les bêtes s'affrontent, de même les hommes sont doublement dira-t-on en lutte. Ils se retrouvent dans une société où l'on doit non seulement vivre mais aussi s'assurer de toutes sécurités. L'on vit le tragique d'un combat doublement nourri et par la raison et les passions égoïstes qui n'aident pas souvent l'homme à s'émanciper pour aller de l'avant. Alors comment faire pour éliminer le chaos ? Nous saurons dans ce cas l'observation du régime démocratique pour chaque dirigeant. La démocratie est un système de gouvernement basé sur un ensemble de valeurs morales, éthiques et sociales qui repose sur le principe de liberté, de respect, de tolérance, d'engagement, de solidarité, d'égalité, de fraternité, de justice, de souveraineté et de participation.

Par conséquent pour conjurer le danger incontestablement réel, la solution consiste à consolider le régime démocratique par un changement radical de mentalités, qui ne peut s'opérer que dans un état de droit à réhabiliter par: la nécessité des partis politiques représentatifs, des élections libres transparentes et crédibles, de l'éducation à la démocratie et à la citoyenneté, de la société civile forte et mobilisée, du respect des droits humains, de la nécessité de l'armée républicaine, de l'administration publique responsable, de la discipline librement

consentie de privilégier en toute circonstance l'intérêt général au lieu et place de l'intérêt partisan ; La sécurité juridique et judiciaire pour tous en vertu du principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

Enfin, que cette interrogation de John F. Kennedy « que dois-je faire pour mon pays et non pas que doit faire le pays pour moi ?»[50] soit un crédo pour chaque partie du monde en général le monde africain et en particulier notre chère nation le Bénin.

[50] John F. Kennedy, *Discours inaugural*, 20 janvier 1961 aux États-Unis sur le thème : La Politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

LES OUVRAGES SPÉCIFIQUE

BURDEAU George, *L'État*, Paris, 2009, Point Essais.

CERISE Lucien, *Gouverner par le chaos, Ingénierie social et mondialisation,* Paris, 2010, Max Milo.

COTTAM Martha L., DIETZ-UHLER Beth, MASTORS Elena, *Introduction to Political Psychology*, Paris, 2009, Amazonas .

CROZIER Michel et FREIBERG Erhard, *L'Acteur et le Système*, Paris,1977, Edition du Seuil.

KOENIG Gérard, *Management stratégique ; Projets, interacti1ons & contextes*, Paris, 2004, Dunod.

LAFAYE Claudette, *Sociologie des organisations*, Paris, 1996, Nathan.

NTUMBA-LUABA Alphonse, *Droit constitutionnel général, Kinshasa*, 2005, éditions Universitaires d'Afrique.

PRÉLOT Marcel, *Institutions politiques et Droit constitutionnel*, Paris, 1969, P.U.F.

WEBER Max *Le savant et la politique*, Paris, 1998 Ed. UGE.

LES OUVRAGES GÉNÉRAUX

GREENE Robert, *The 33 Strategies of War*, Profile Books, 2010.

HALL Peter et SOSKICE David, V*arieties of Capitalism*, Kingdom, 2001 Oxford University.

HARDIN Garrett, *Sciences,* Paris, 1968, Journal 3AS.

ILLICH Ivan, *Haroer and Row*, Moline, 1973, Monoskop.org,.

JAMESON Fredric, *Le Postmodernisme ou la Logique culturelle du capitalisme tardif*, 2007, ENS des Beaux-Arts.

NORDHAUS Samuelson, *Économie expérimentale et comportements*, Paris, 2000, Revue Française.

OSTOW Mortimer, *Spirit, Mind, & Brain: A Psychoanalytic Examination of Spirituality and Religion*, 2007.

LES AUTRES DOCUMENTS ET SOURCES CONSULTÉS

CERISE Lucien, Entretien publié initialement dans la revue Éléments n°153 (octobre-décembre 2014).

GUILLIEN Raymond. et VINCENT Jean., *Lexique des termes juridiques*, Paris, 2003 ,14ème éd. Dalloz.

HANSEN-LOVE Laurence, *La philosophie de A à Z*, Paris, 2011,Hatier.

La Sainte Bible (Louis Second).

KOHLER Kaufmann, PHILIPSON David, « *Treatment of an Enemy* », 1906, *Jewish Encyclopedia*.

RUSS Jacqueline, *Mémo Références, Philosophie, Les auteurs, Les œuvres*, Paris, 2003, Bordas.

ROGGERO Pascal, "*La complexité sociologique : éléments pour une lecture complexe du système d'action concret*", in http : //w3.univtlse1.fr/LEREPS/publi/teleload/Roggero%202000-4.pdf.

ZWER Nepthys, « De la durabilité des courts de tennis… » L'ingénierie sociale d'Otto Neurath (1882-1945) ou l'art de piloter la société, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 2016, n°48-1.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS iii
SOMMAIRE iv
RÉSUME v
INTRODUCTION 1
CHAPITRE I: LUCIEN CERISE ET LA NOTION D'ENNEMI POLITIQUE .. 3
1-1- Bref aperçu sur la vie et l'ouvrage de Lucien Cerise 3
1-1-1- Bref aperçu sur la vie de l'auteur 3
1-1-2- Résumé de l'œuvre *Gouverner par le chaos* 4
1-2- La notion d'ennemi politique 4
1-2-1- Qu'est-ce que le concept d'ennemi ? 5
1-2-2- Le concept politique 7
CHAPITRE II : LA CONCEPTION DE LUCIEN CERISE DE L'ENNEMI POLITIQUE DANS *GOUVERNER PAR LE CHAOS* 10
2-1- Comment se faire des ennemis politiques ? 10
2-1-1- Les méthodes et techniques utilisées 10
2-1-2- L'utilisation de l'autorité du pouvoir 12
2-2- L'ingénierie sociale et politique 14
2-2-1- Théorie de l'ingénierie sociopolitique 15
2-2-2- Politique, massification et mondialisation 17
CHAPITRE III : ÉVALUATIONS CRITIQUES ET PERSPECTIVES DE LA NOTION D'ENNEMI POLITIQUE 23
3-1- Les mérites de l'auteur 23
3-1-1- L'ingénierie sociale positive 23
3-2-1- La primauté du capitalisme dans la société contemporaine 24
3-2- Perspectives critiques 29
3-2-1- La Coopération comme action d'élimination de l'ennemi 29
3-2-2- Les types de rationalités et la divergence des intérêts 31
CONCLUSION 36
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 38